



CHSCT

Sous la présidence de M GAULLIER , des représentants de la DDFIP, de la secrétaire-animatrice du CHSCT, des organisations syndicales : CFTC, CGT , FO, SOLDAIRES. La séance est ouverte, le quorum étant atteint.

Deux organisations syndicales présentent une déclaration liminaire.

Celle de LA CGT FINANCES rappelle le taux de 19 % de grévistes le 26 janvier 2016 (259 agents), avec un taux de 100 % à la Trésorerie de LA FERTE GAUCHER.

10 services ont été fermés.

Elle souligne son inquiétude d'une baisse du budget alloué au CHSCT, continue à dénoncer la souffrance au travail des agents, demande des informations sur le geste désespéré de l'un de nos collègues,

M GAULLIER répond être attentif aux résultats du mouvement de grève de janvier.

Pour le budget de 2016, celui-ci ne sera pas diminué mais ajusté aux nombres d'agents.

Quant à la tentative de suicide, toute la transparence sera faite à propos de notre collègue au cours de cette instance.

LA CGT FINANCES insiste de nouveau sur l'importance de l'ordre du jour et la teneur des sujets.

M GAULLIER répond que la séance est programmée sur une journée entière et que si cela est insuffisant, une autre séance complémentaire sera programmée.

Ordre du jour :

I/. Approbation du PV de la séance plénière des 29 septembre et 2 octobre 2016

Vote : Adopté à l'unanimité

II/. Bilan 2015

A / FINANCIER

Dotation : 242 836 €

Total des sommes engagées : 242 620,82 €

Répartitions des dépenses :

Prévention des dangers liés à la structure du bâtiment	Prévention des dangers liés à l'organisation et aux conditions de travail	Formations
Insertion des personnes handicapées	Autres : dont Fonctionnement CHS, Prévention des dangers biologiques et chimiques	

B/ EXERCICES D'EVACUATION

Certains sites n'ont toujours pas organisé de simulation depuis 2014.

La Direction rappelle que, compte tenu de la mesure d'état d'urgence, « les rassemblements de plus de 50 personnes sont interdits. Lorsque les exercices ont lieu, c'est surtout pour tester les dispositifs (alarmes) ».

C/ ACCIDENTS

Ils sont répertoriés en 3 types : Mission (accidents de la route), Service (agressions, chutes de personnes, heurts, manutention), Trajet (accidents de la route, chutes de personnes).
30 cas ont été signalés et ont conduit à 200 jours d'arrêt de travail.

D/ SIGNALEMENTS

De nombreux sites sont répertoriés et concernés.

Les OS sont attentives. Elles déplorent toujours des affaires signalées non pris en compte.

La réaction de la Direction est la suivante : lettre de soutien aux agents, lettre de mise en garde aux usagers, voir poursuites pénales envers les agresseurs.

E/ REGISTRE SANTE, SECURITE AU TRAVAIL (RSST)

Il s'agit du registre qui répertorie les dysfonctionnements des bâtiments (infiltrations, manque d'éclairage, problèmes d'ascenseur ou d'entretien des locaux, lieux de réception du public non adaptés, saleté ...).

Les OS suivent, séance par séance, l'évolution des mesures mises en place par la DDFIP : devis, exécution des travaux, recherches de solution.

F/ FORMATIONS

Pour un montant de 41 246,74 €

Risques routiers	Risques physiques
Risques électriques	Risques incendies

D'une manière générale, les stagiaires sont satisfaits des formations.

La CGT FINANCES continue à demander à ce que les stages puissent être proposés à tous les agents dans la limite des places disponibles et que le critère « formation liée uniquement aux risques du métier » ne soit plus le seul retenu, surtout si le manque de stagiaires empêche la tenue d'une session de formation.

III/. Point sur le ménage avec la Sté ONET :

Beaucoup de mécontentements pour les services de cette société.

La Direction réaffirme qu'il s'agit d'un marché national et qu'elle ne peut que subir.

2 inspecteurs de la division Budget Logistique Immobilier (BLI) sont délégués pour contrôler le bon suivi de ce marché. Ils tiennent un registre très pointu ... des plaintes des sites !

La CGT FINANCES émet l'idée qu'il serait plus judicieux d'étudier une rupture de contrat de ce marché plutôt que de dépenser de l'énergie à constater des services non ou mal faits.

IV/. TENTATIVE de suicide :

Les faits nous sont rapportés par la Direction dont dépend notre collègue.

Celui-ci devrait être des nôtres dès son rétablissement.

Il est fortement démontré par la hiérarchie que ce geste n'est pas lié aux conditions de travail et que des soutiens psychologiques sont dispensés à la famille.

V/. DEMARCHE « Bien-être au travail » AUX DOUANES :

La Direction inter-régionale des Douanes souhaite mettre en place un « outil de prévention » qui détecterait les signaux, même faibles, de dégradation des conditions de travail.

Cette initiative ne couvrant pas uniquement notre département, celui-ci ne sera peut-être pas impacté cette année par cette mesure.

Cette mise en place se veut totalement neutre et anonyme.

L'Administration emploiera du personnel privé (psychologues). Un questionnaire sera remis aux agents. Il sera strictement confidentiel et portera plus sur des questions matériels que psychologiques.

VI/. TRAVAUX à la Direction régionale des Douanes

La transformation d'un logement de fonction, à TORCY, est prévue, courant février 2016, afin de pouvoir installer du personnel.

Le représentant des douanes n'a pu nous préciser qui viendrait s'installer dans ses nouveaux locaux.

Lors de ces travaux, tout sera mis en œuvre pour que le personnel actuellement en poste, dans les bureaux adjacents, subisse le moins de gênes possibles : ainsi, les travaux bruyants se dérouleront de 7h à 9h et de 17h à 20h. Des bouchons d'oreille seront fournis à ceux qui le demanderont.

VII/. VALIDATION DES PROJETS DE DEPENSES :

Montant total des projets de dépenses validés : 92 324,45 €

Ces dépenses, financées par le CHSCT, tiennent compte de l'urgence de la situation et des besoins des agents. Elles ne doivent, toutefois, pas être prises en charges par le CHSCT dès lors qu'elles incombent à la DDFIP.

VIII/. RAPPORT DU MEDECIN DE PREVENTION suite à sa visite sur le site de MEAUX

Grâce à l'intervention de la CGT FINANCES auprès de la DDFIP, une collègue ayant des difficultés motrices a pu être détachée de son poste de travail et intégrée sur un site plus proche de son domicile et surtout plus adapté à son handicap.

Les aménagements existants du bâtiment ont pu être constatés par le médecin de prévention.

Cependant, certains travaux doivent encore être entrepris (rampe d'escaliers, aménagement parking ...).

IX/. QUESTIONS DIVERSES :

– Sécurité : Dans le cadre du plan vigipirate, des vigiles sont présents sur certains sites dits sensibles (Noisiel, Meaux et la cité administrative de MELUN, Ces derniers seront maintenus sur certains sites jusqu'à la fin de la campagne IR, si le budget de la DDFIP le permet.

– Congés : la règle des 50 % n'est plus de mise depuis de nombreuses années. Il est demandé une « présence significative » afin de pouvoir faire tourner les services. Cette « nuance » doit être précisée de nouveau aux chefs de service par la DDFIP.

– Règlement intérieur du CHSCT : Une modification concernant la présence des OS est à l'étude. Elle nous sera présentée lors de la prochaine séance plénière.

La séance se termine vers 16 h,

Prochaine séance : 24/03/2016

Vos élus CGT FINANCES PUBLIQUES 77 : Edith BORUTA, Patrice BAZIR, Dominique BOUFFET, Karine DADOUCHE
